



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

See herein for bid submission  
instructions/

Voir la présente pour les  
instructions sur la présentation  
d'une soumission

NA

NA

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

### Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right  
of Canada, in accordance with the terms and conditions  
set out herein, referred to herein or attached hereto, the  
goods, services, and construction listed herein and on any  
attached sheets at the price(s) set out therefor.

### Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la  
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou  
incluses par référence dans la présente et aux annexes  
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés  
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
219 - 800 Burrard Street  
800, rue Burrard, pièce 219  
Vancouver, BC V6Z 0B9

<b>Title - Sujet</b> Battery Test System	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 31019-218448/A	<b>Date</b> 2021-10-27
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 31019-218448	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$VAN-524-9072	
<b>File No. - N° de dossier</b> VAN-1-44120 (524)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Pacific Standard Time PST <b>on - le 2021-11-29</b> Heure Normale du Pacifique HNP	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Yamamoto, Albert	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> van524
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (604) 562-8773 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> NATIONAL RESEARCH COUNCIL CANADA 4250 WESBROOK MALL VANCOUVER British Columbia V6T1W5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>2</b>
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	2
1.2 BESOIN .....	2
1.3 COMPTES RENDUS .....	2
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
1.5 SERVICE CONNEXION POSTEL .....	2
<b>PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>2</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	3
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION .....	3
2.4 LOIS APPLICABLES .....	3
2.5 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19.....	4
2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours.....	4
<b>PARTIE 3 — INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>4</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....	4
<b>PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>5</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	5
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	6
<b>PARTIE 5 — ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>6</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	6
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.	8
<b>PARTIE 6 — CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>9</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	9
6.2 BESOIN .....	9
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	9
6.4 DURÉE DU CONTRAT .....	12
6.5 RESPONSABLES .....	13
6.6 PAIEMENT .....	14
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	14
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	15
6.9 LOIS APPLICABLES .....	15
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	15
6.11 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	15
6.12 Règlement des différends.....	16
<b>ANNEXE A — ÉNONCÉ DES BESOINS.....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE C DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS .....</b>	<b>21</b>
<b>FORMULAIRE A — FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>22</b>
<b>FORMULAIRE B : FORMULAIRE D'ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE .....</b>	<b>24</b>

## **PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Exigences relatives à la sécurité**

Sans objet

### **1.2 Besoin**

Le besoin est décrit en détail à l'article 6.2 des clauses du contrat subséquent.

### **1.3 Comptes rendus**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.4 Accords commerciaux**

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien et l'Accord de libre-échange Canada-Corée.

### **1.5 Service Connexion postal**

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour présenter leur soumission par voie électronique. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2 intitulée « Instructions à l'intention des soumissionnaires » et la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation des soumissions » de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

## **PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions définies dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours  
Insérer : 120 jours

## 2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

### **Unité de réception des soumissions de la région du Pacifique de TPSGC**

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante: [TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Remarque :** Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

## 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Il se peut qu'aucune réponse ne soit donnée aux demandes reçues après cette date.

Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible l'article numéroté de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire

canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## 2.5 Exigence de vaccination contre la COVID-19

Cette exigence est assujettie à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

## 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

(a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

(b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

- ☐ Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- ☐ Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

(c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

## PARTIE 3 — INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière
- Section III : Attestations

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées

#### Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils ont l'intention de répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La soumission technique comprend ce qui suit :

#### Formulaire de présentation des soumissions (formulaire A) :

Les soumissionnaires doivent joindre le formulaire de présentation des soumissions à leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements requis pour l'évaluation de la soumission et l'attribution du contrat. L'utilisation de ce formulaire pour présenter ces renseignements est recommandée, mais non obligatoire. Si le Canada considère que les renseignements demandés dans le formulaire de présentation de la soumission sont

incomplets ou doivent être corrigés, il donnera au soumissionnaire la possibilité de les compléter ou de les corriger.

**Formulaire d'attestation de la conformité technique — Critères obligatoires (formulaire B) :**

Le soumissionnaire doit démontrer la conformité de la solution qu'il propose à l'article précis de l'annexe A (Énoncé des besoins) précisé dans le formulaire d'attestation de la conformité technique, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire d'attestation de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire B.

**Les soumissionnaires :**

doivent indiquer le nom de la marque, le modèle ou le numéro de pièce des produits proposés et doivent fournir des documents descriptifs ou techniques afin de démontrer que le produit proposé satisfait aux critères obligatoires de la demande de soumissions (formulaire B).

S'il n'existe pas de tels documents descriptifs ou techniques, les soumissionnaires doivent expliquer ou démontrer comment la solution qu'ils proposent répond aux critères obligatoires.

Si le Canada détermine que la justification est incomplète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée.

**Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement présentée à l'annexe B.

**3.1.1 Paiement électronique des factures — Soumission**

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués à l'aide des instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe C, Instruments de paiement électronique, pour indiquer ceux qui sont acceptés.

Si l'annexe C, Instruments de paiement électronique, n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures.

L'acceptation d'instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

**3.1.2 Fluctuation du taux de change**

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

**Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

**PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

**4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les offres qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables et rejetées.

#### 4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix — Soumission

#### 4.2 Méthode de sélection

##### 4.2.1 *Guide des CCUA*, clause [A0031T](#) (2010-08-16), Méthode de sélection — Critères techniques obligatoires

### PARTIE 5 — ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au gouvernement du Canada peuvent être vérifiées à tout moment par ce dernier. Le gouvernement du Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation fournie par le soumissionnaire est fausse, que l'erreur ait été commise de façon délibérée ou non, pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

#### 5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

##### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité — Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité — Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

##### 5.1.2 Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette

attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat.

### Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, \_\_\_\_\_ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de \_\_\_\_\_ (*nom de l'entreprise*), dans le cadre de la demande de soumissions numéro

\_\_\_\_\_ (*insérer le numéro de la demande de soumissions*), garantis et atteste que tous les membres du personnel que

\_\_\_\_\_ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés avec un(des) vaccin(s) contre la COVID-19 approuvé(s) par Santé Canada; ou
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la Loi canadienne sur droits de la personne, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par \_\_\_\_\_ (*nom de l'entreprise*) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que \_\_\_\_\_ (*nom de l'entreprise*) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.



J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : \_\_\_\_\_

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

## 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous devraient être joints à la soumission, mais peuvent aussi être présentés par la suite. Si l'une de ces attestations ou l'un des renseignements supplémentaires n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité — Documentation requise

Conformément à la section intitulée Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.

### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du Programme de contrats fédéraux qui figure au bas de la page du site Web [Emploi et Développement social — Équité en matière d'emploi dans les lieux de travail sous réglementation fédérale](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le nom du soumissionnaire, ou celui de tout membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat.

## PARTIE 6 — CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence en matière de sécurité.

### 6.2 Besoin

#### Besoin — Contrat

L'Entrepreneur doit fournir un système d'essai de piles conformément à l'Exigence à l'Annexe A.

### 6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions définies dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada.

---

### 6.3.1 Conditions générales

Le document [2010A](#) (2020-05-28), Conditions générales – Biens (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

### 6.3.2 Conditions générales supplémentaires

Le document [4001](#) (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

[4003](#) (2020-08-16) Logiciels sous licence

4013 (2021-XX-XX) Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

4014 (2021-XX-XX) Suspension des travaux

1. L'autorité contractante peut, à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux du contrat pour une période allant jusqu'à 180 jours. L'entrepreneur doit immédiatement se conformer à un tel ordre de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Durant la période pendant laquelle cet ordre est en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas retirer aucune partie des travaux des lieux des travaux avant d'en avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la part de l'autorité contractante. Durant la période de 180 jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en tout ou en partie, selon les sections Manquement de la part de l'entrepreneur ou Résiliation pour raisons de commodité dans les conditions générales 2010A.
2. Lorsqu'un ordre est donné selon le paragraphe 1, à moins que l'autorité contractante résilie le contrat pour raisons de manquement de la part de l'entrepreneur ou que l'entrepreneur abandonne le contrat, l'entrepreneur aura droit au paiement de frais additionnels qui auront été encourus suite à la suspension en plus d'un profit équitable et raisonnable.
3. Lorsqu'un ordre donné selon le paragraphe 1 est annulé, l'entrepreneur doit reprendre les travaux selon les conditions du contrat dès que pratiquement faisable. Si la suspension a affecté la capacité de l'entrepreneur à respecter la date de délivrance selon les conditions du contrat, la date pour l'exécution des travaux qui ont été affectés par la suspension sera prolongée pour une période équivalente à la période de suspension en plus d'une période, le cas échéant, qui, de l'avis de l'autorité contractante, et après consultation avec l'entrepreneur, est nécessaire pour

que l'entrepreneur puisse reprendre les travaux. Tout ajustement équitable sera effectué au besoin à toute condition du contrat qui aura ainsi été affectée.

## Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :
  - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
  - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
  - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
  - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel

fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.

4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
  - a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
  - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
  - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

#### **6.4 Durée du contrat**

##### **6.4.1 Date de livraison**

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le \_\_\_\_\_.  
(Voir la clause « Livraison » de l'annexe B.)

##### **6.4.2 Points de livraison**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'annexe B du contrat.

---

## 6.5 Responsables

### 6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Albert Yamamoto  
Spécialiste de l'approvisionnement  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction : Région de l'Ontario  
800, rue Burrard, pièce 219  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9

**Téléphone** : 604-562-8773

**Télécopieur** : 604-775-7526

**Courriel** : [albert.yamamoto@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:albert.yamamoto@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux qui dépassent la portée du contrat ou qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 6.5.2 Responsable du projet

Le responsable du projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable du projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable du projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

### 6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

---

## 6.6 Paiement

### 6.6.1 Base de paiement

#### Base de paiement — Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations aux termes du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix fermes précisés à l'annexe B. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement apporté à la conception ni pour toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le présent contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront payés à l'entrepreneur pour compenser les erreurs, les omissions, les méprises ou les sous-estimations de l'entrepreneur dans le cadre du dépôt d'une soumission pour l'obtention du contrat.

### 6.6.2 Paiement unique

Le gouvernement du Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront exécutés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues du contrat;
- b. le Canada a vérifié tous ces documents;
- c. les travaux exécutés ont été acceptés par le gouvernement du Canada.

### 6.6.3 Paiement électronique des factures — Contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants :

- a. carte d'achat Visa;
- b. carte d'achat MasterCard;
- c. dépôt direct (national et international);
- d. échange de données informatisé (EDI);
- e. virement télégraphique (international seulement);
- f. système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 millions de dollars).

## 6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à la section des conditions générales intitulée « Présentation des factures ». Aucune facture ne peut être présentée avant que tous les travaux qui y figurent soient terminés.

2. Les factures doivent être transmises comme suit :

- a. l'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui figure à la page 1 du contrat pour attestation et paiement;
- b. une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante indiquée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

## 6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.8.1 Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires à fournir, sont des conditions du contrat, et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### 6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique. Les relations entre les parties sont déterminées par ces mêmes lois.

### 6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste :

- a) Les articles de la convention;
- b) Les conditions générales supplémentaires [4001](#) (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
- c) 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
- d) 4013 (2021-XX-XX) Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place
- e) 4014 (2021-XX-XX) Suspension des travaux
- f) Les conditions générales [2010A \(2018-06-21\), Biens — Complexité moyenne](#);
- g) L'annexe A, Énoncé des besoins;
- h) L'annexe B, Base de paiement;
- i) La soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, ([inscrire la date de la soumission](#)) [[si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat](#) : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » **ou** « modifiée le \_\_\_\_\_ » [et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications](#)].

### 6.11 Clauses du Guide des CCUA

Clause B1501C du *Guide des CCUA* (2018-06-21), [Appareillage électrique](#)



---

## 6.12 Règlement des différends

(a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.

(b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

(c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.

(d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

## ANNEXE A — ÉNONCÉ DES BESOINS

### 1.0 Objet

Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) a besoin d'un système d'essai de piles qui convient à la mise à l'essai et à l'itération de piles uniques pour les batteries aux ions de lithium et les batteries redox vanadium. Le système devra être installé à l'installation du CNRC située à Vancouver (Colombie-Britannique).

Les travaux à effectuer par le fournisseur comprennent la fourniture, la livraison et le soutien à l'installation du système à l'adresse du CNRC, ainsi que la formation sur l'utilisation de l'équipement. Le tout doit être achevé avant le 1<sup>er</sup> mars 2022, ou 70 jours après l'attribution du contrat, selon la première de ces occurrences. Le soutien à l'installation doit comprendre des consultations téléphoniques et, au besoin, des visites sur place, en fonction de ce qui est nécessaire pour résoudre les problèmes d'installation ou dépanner l'instrument. L'installation de l'équipement doit être effectuée par le CNRC, avec l'aide du fournisseur.

### 2.0 Contraintes

2.1 Le système d'essai doit être équipé d'un logiciel de contrôle qui comprend des limites de contrôle de sûreté contre la surtension et la sous-tension et contre la surintensité et la sous-intensité. Il doit être possible d'y ajouter plus tard l'acquisition de données par thermocouple et une option d'entrée et de sortie du signal d'événement.

2.2 Tous les documents, manuels, dessins et autres instructions doivent être en anglais.

### 3.0 Spécifications techniques obligatoires

Le fournisseur doit respecter toutes les spécifications obligatoires pour décrocher le contrat.

---

**L'équipement livré doit répondre aux spécifications suivantes :**

3.1 Le système d'essai fourni doit convenir au minimum à un service de 115 V (120 V), 208 V ou 600 V. Il doit être homologué par la CSA (ou un organisme équivalent, comme le définit Technical Safety BC).

3.2 Le système d'essai doit fournir au moins seize (16) canaux d'essai qui exécutent des essais et des modes d'essai indépendants simultanément. Au moins huit (8) des canaux d'essai doivent aussi procéder à une spectroscopie d'impédance électrique (SIE) sur place. La plage de tension de chaque canal doit fonctionner en fournissant entre 0 V et 5 V. La gamme d'intensité de courant de chaque canal doit se situer entre 0 A et 15 A (ou plus). Le système doit offrir jusqu'à 60 A pour un seul essai (à travers plusieurs canaux en mode de courant parallèle). La gamme d'intensité de courant doit être précise à 1 % (ou mieux) de la gamme maximale à chaque définition de courant faible, moyen ou élevé. Ces définitions sont les suivantes : (1) le courant faible doit se situer dans une plage de 20 %, de l'ordre de 0 à 500 µA; (2) le courant moyen doit se situer dans une plage de 20 % de l'ordre de 0,5 A à 5 A; et (3) le courant élevé doit se situer dans une plage de 20 % de l'ordre de 5 A à 15 A (ou plus).

3.3 Le logiciel de contrôle et le système d'essai doivent être équipés de mécanismes de contrôle électrique pour cibler et stopper un essai en toute sécurité (verrouillage de sécurité) lorsque des conditions dangereuses sont détectées.

3.4 Les canaux capables d'effectuer une SIE doivent fournir des balayages aux gammes de fréquences c.a. à partir d'une gamme faible (0,1 MHz à 1 MHz ou moins) jusqu'à une gamme élevée (100 kHz à 500 kHz ou plus). La gamme d'amplitude c.a. doit se situer entre une limite inférieure de 10 mA à 1 mA ou moins et une limite supérieure de 2 A à 5 A. Les valeurs de résistance dérivées doivent être précises et reproductibles par rapport à une norme connue avec une précision de  $\pm 1$  mΩ ou mieux et une reproductibilité de 2 % ou mieux.

3.5 Le logiciel doit être inclus dans l'ensemble du système et fournir l'interface de contrôle avec le matériel et le micrologiciel. Un logiciel d'analyse qui permet la surveillance en temps réel et la restitution graphique des essais en cours doit aussi être fourni. Le logiciel doit fonctionner sur des processeurs multicœurs basés sur le système d'exploitation Windows 10. Le fournisseur n'a pas à fournir les processeurs. Le logiciel doit être livré avec des copies de sauvegarde physiques (DVD-ROM ou autre) et il doit pouvoir être installé sur n'importe quel ordinateur par l'utilisateur final pour permettre les mises à niveau ultérieures des ordinateurs. Si le logiciel est fourni préinstallé sur un processeur, les copies de sauvegarde mentionnées précédemment doivent tout de même être incluses.

3.6 Le logiciel de contrôle doit offrir une liberté totale à l'utilisateur final pour la programmation des essais.

Les paramètres des modes de contrôle doivent comprendre ce qui suit :

- contrôle de la tension;
- contrôle du courant;
- contrôle de la durée;
- boucles et boucles emboîtées;
- formules personnalisées.

3.7 Le logiciel de contrôle doit permettre de voir d'un simple coup d'œil l'état en temps réel des essais sur chaque canal. Les données doivent comprendre les valeurs actuelles de tension, de courant et de durée, et préciser l'état (chargement, déchargement et inactivité ou ralenti).

3.8 Le système d'essai doit être refroidi à l'air et posséder une ventilation suffisante pour évacuer la chaleur produite pendant le fonctionnement, à la température ambiante maximale spécifiée, sans avoir besoin de système de refroidissement externe. Le refroidissement par liquide n'est pas autorisé.

3.9 Le système d'essai doit pouvoir fonctionner à une température ambiante intérieure située entre 10 °C et 40 °C.

3.10 Tout le matériel et l'équipement, tous les travaux et toutes les méthodes de travail doivent être conformes aux normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) en vigueur au moment de la fabrication. Sinon, le système peut être homologué par tout autre organisme recommandé par Technical Safety BC. Une preuve de l'homologation doit être fournie au moment de la soumission. La conformité à un seul code n'est pas suffisante. L'homologation et tous les coûts connexes sont à la charge du fournisseur.

3.11 La communication à distance entre le processeur et le micrologiciel doit être possible à au moins 40 m et doit se faire par l'intermédiaire d'une interface de communication terrestre (CAT5 ou similaire); le wifi ne suffit pas.

3.12 Les données dérivées par le système d'essai doivent être stockées uniquement sur l'ordinateur en texte clair et doivent pouvoir être analysées en format CSV délimité ou dans un format similaire. Il doit aussi être possible de les convertir en fichier Microsoft Excel. La représentation graphique des données en temps réel pour les essais en cours doit être fournie. Le système d'exploitation doit pouvoir accéder aux fichiers extraits comme des fichiers distincts. Les données doivent être stockées sur le lecteur de disque dur du processeur (espace de stockage de données isolé et distinct); les données ne doivent pas être stockées sur le nuage ou dans un système de stockage similaire. Les fichiers du programme d'essai (méthode, script, etc.) doivent être accessibles en tant que fichiers distincts et doivent pouvoir être gérés par le système de fichiers du système d'exploitation. La précision des données doit être de 10 mS ou mieux et ajustable par l'utilisateur final. Toutes les données et tous les fichiers des méthodes d'essai doivent pouvoir être gérés par le gestionnaire de fichiers du système d'exploitation.

3.13 La proposition doit comprendre l'acquisition de données par les thermocouples, qui peuvent aussi être utilisés pour définir les limites de protection pour l'arrêt des essais. Les thermocouples doivent être de type K ou de type T.

#### **4.0 Produits livrables**

4.1 En plus de l'équipement et des accessoires mentionnés dans le présent document, le fournisseur doit présenter les spécifications et la documentation complète des outils spéciaux nécessaires à l'entretien de l'équipement fourni. Sinon, une trousse d'outils d'entretien doit être fournie.

4.2 Le fournisseur doit offrir du soutien à distance par téléphone ou par courriel pour l'équipement, les éléments et les modules fournis pendant au moins un an après la livraison (FAB CNRC) du système d'essai et de ses éléments.

4.3 Le fournisseur doit préciser, par écrit, les garanties de tout l'équipement et de tous les éléments fournis.

4.4 Le fournisseur doit fournir une liste des pièces de rechange essentielles et indiquer tout produit consommable (accompagné du prix proposé, en vigueur pendant un an après la livraison de l'équipement) nécessaire au fonctionnement du système pour une période de trois ans.

4.5 En plus de fournir l'équipement et les accessoires, le fournisseur doit présenter la documentation et les dessins suivants :

- Les dimensions (intégration physique et espacement). L'équipement ne doit pas peser plus de 250 kg et ne doit pas mesurer plus de 200 cm de hauteur sur 80 cm de largeur sur 100 cm de profondeur;
- les renseignements sur les exigences de service;

- la nomenclature, y compris les pièces de rechange recommandées;
- les dessins d'interconnexion électrique;
- les instructions d'installation;
- le manuel de fonctionnement et d'entretien;
- les schémas de contrôle;
- le manuel de formation (ou les instructions d'utilisation).

#### **5.0 Livraison et installation**

Le système doit être livré à l'installation du CNRC qui se trouve au 4250, Wesbrook Mall, Vancouver (Colombie-Britannique) V6T 1W5.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
31019-218448/A  
Client Ref. No. – N° de réf. du client  
31019-218448

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. – N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
VAN524  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE B

### BASE DE PAIEMENT

Tous les prix doivent être en dollars canadiens et rendus droits acquittés à l'adresse suivante :

Conseil national de recherches du Canada  
4250, Westbrook Mall  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6T 1W5  
Canada

Incoterms 2000, y compris tous les frais de livraison et les droits de douane. Les taxes de vente applicables sont en sus.

### Tableau B.1 — Produits livrables

#### Livraison

Livraison offerte est le \_\_\_\_\_.

N° de l'article	Description	Numéro de pièce et marque du FEO	Unité de mesure	Qté	Prix unitaire ferme	Prix ferme (quantité x prix)
1.	système d'essai de piles  Prix tout compris pour la fourniture et la livraison des articles énoncés dans le besoin conformément à l'annexe A, « Énoncé des besoins »		Par unité	1	_____ \$	_____ \$ (a)

Prix total évalué = \_\_\_\_\_ \$ (a)

Solicitation No. - N° de l'invitation  
31019-218448/A  
Client Ref. No. – N° de réf. du client  
31019-218448

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. – N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
VAN524  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

*Comme il est indiqué dans la Partie 3, clause 3.1.2, le soumissionnaire doit indiquer les instruments de paiement électronique qu'il est disposé à accepter pour le paiement des factures.*

Le soumissionnaire accepte les instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ ( ) carte d'achat Visa;
- ☐ ( ) carte d'achat MasterCard;
- ☐ ( ) dépôt direct (national et international);
- ☐ ( ) échange de données informatisé (EDI);
- ☐ ( ) virement télégraphique (international seulement);
- ☐ ( ) système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 millions de dollars).

Solicitation No. - N° de l'invitation  
31019-218448/A  
Client Ref. No. – N° de réf. du client  
31019-218448

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. – N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
VAN524  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Formulaire A — Formulaire de présentation des soumissions**

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise — approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions uniformisées de 2003]		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire qui aura compétence sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande).		
Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète de toutes les personnes qui occupent actuellement un poste de <b>directeur au sein de l'entreprise du soumissionnaire</b> . Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaires. Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou de société en nom collectif n'ont pas à fournir de liste de noms.		

Solicitation No. - N° de l'invitation  
31019-218448/A  
Client Ref. No. – N° de réf. du client  
31019-218448

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. – N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
VAN524  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :

1. Le soumissionnaire juge qu'il possède les compétences requises et que ses produits sont en mesure de satisfaire aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;
2. Cette soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions;
3. Tous les renseignements fournis dans la soumission sont complets, véridiques et exacts;
4. Si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.

**Signature du représentant  
autorisé du soumissionnaire**

**Date**



---

## FORMULAIRE B : Formulaire d'attestation de la conformité technique

### INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Tous les articles inscrits dans le présent FORMULAIRE B sont des exigences obligatoires ou une spécification.

- 1) On demande ce qui suit aux soumissionnaires :
  - a) préciser la marque et le modèle des articles mentionnés dans la présente;
  - b) préciser si le système proposé est conforme ou non aux exigences de chaque spécification figurant dans la colonne des **CRITÈRES OBLIGATOIRES**, dans la marge de droite sous « **Conformité (Oui/Non)** »;
  - c) pour chaque spécification figurant dans la colonne **CRITÈRES OBLIGATOIRES**, fournir des documents techniques qui viennent étayer le critère obligatoire en question dans la marge de droite sous **Attestation**; OU s'il n'existe pas de tels documents descriptifs ou techniques, les soumissionnaires doivent expliquer ou démontrer comment ils prévoient remplir les critères;
  - d) à côté de chaque spécification figurant dans la colonne **CRITÈRES OBLIGATOIRES**, dans la marge de droite sous **Référence**, indiquer à quelle page des documents techniques fournis figurent les renseignements techniques prouvant la conformité aux critères obligatoires et souligner ces renseignements dans le ou les documents techniques.
- 2) Il s'avère avantageux pour les soumissionnaires de fournir le plus de renseignements que possible pour prouver la conformité à chacune des spécifications.
- 3) Le Canada n'est PAS obligé de demander des précisions sur la soumission ou sur les documents techniques fournis à l'appui des affirmations. Les soumissionnaires doivent prendre note que l'incapacité de prouver la conformité d'une fonction quelconque donnera lieu au rejet de leur soumission pour raison d'irrecevabilité. Tout écart par rapport aux spécifications doit être clairement indiqué et totalement justifié.

FORMULAIRE B — FORMULAIRE D'ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE

N°	Équipement — Critère obligatoire	Marque et modèle proposés
1	système d'essai de piles	

A. système d'essai de piles — exigences obligatoires			
N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification
A1.	Les travaux à effectuer par le fournisseur comprennent la fourniture, la livraison et le soutien à l'installation du système à l'adresse du CNRC, ainsi que la formation sur l'utilisation de l'équipement. Le tout doit être achevé avant le 1 <sup>er</sup> mars 2022, ou 70 jours après l'attribution du contrat, selon la première de ces occurrences.		
A2.	Le soutien à l'installation doit comprendre des consultations téléphoniques et, au besoin, des visites sur place, en fonction de ce qui est nécessaire pour résoudre les problèmes d'installation ou dépanner l'instrument. L'installation de l'équipement doit être effectuée par le CNRC, avec l'aide du fournisseur.		
A3.	(a.) Le système d'essai doit être équipé d'un logiciel de contrôle qui comprend des limites de contrôle de sûreté contre la surtension et la sous-tension et contre la surintensité et la sous-intensité.  (b.) Il doit être possible d'y ajouter plus tard l'acquisition de données par thermocouple  (c.) Il doit être possible d'y ajouter plus tard l'acquisition d'une option d'entrée et de sortie du signal d'événement.		

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
A4.	Tous les documents, manuels, dessins et autres instructions doivent être en anglais.			
A5.	En plus de l'équipement et des accessoires mentionnés dans le présent document, le fournisseur doit présenter les spécifications et la documentation complète des outils spéciaux nécessaires à l'entretien de l'équipement fourni. Sinon, une trousse d'outils d'entretien doit être fournie.			
A6.	Le fournisseur doit offrir du soutien à distance par téléphone ou par courriel pour l'équipement, les éléments et les modules fournis pendant au moins un an après la livraison (FAB CNRC) du système d'essai et de ses éléments.			
A7.	Le fournisseur doit préciser, par écrit, les garanties de tout l'équipement et de tous les éléments fournis.			
A8.	Le fournisseur doit fournir une liste des pièces de rechange essentielles et indiquer tout produit consommable (accompagné du prix proposé, en vigueur pendant un an après la livraison de l'équipement) nécessaire au fonctionnement du système pour une période de trois ans.			
A9.	<p>En plus de fournir l'équipement et les accessoires, le fournisseur doit présenter la documentation et les dessins suivants :</p> <p>(a.) Les dimensions (intégration physique et espacement). L'équipement ne doit pas peser plus de 250 kg et ne doit pas mesurer plus de 200 cm de hauteur sur 80 cm de largeur sur 100 cm de profondeur;</p> <p>(b.) les renseignements sur les exigences de service;</p>			

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
	(c.) la nomenclature, y compris les pièces de rechange recommandées;  (d.) les dessins d'interconnexion électrique;  (e.) les instructions d'installation;  (f.) le manuel de fonctionnement et d'entretien;  (g.) les schémas de contrôle;  (h.) le manuel de formation (ou les instructions d'utilisation).			
A10.	Le système doit être livré à l'installation du CNRC qui se trouve au 4250, Westbrook Mall, Vancouver (Colombie-Britannique) V6T 1W5.			

B. système d'essai de piles — spécification technique obligatoire

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
B1.	(a.) Le système d'essai fourni doit convenir au minimum à un service de 115 V (120 V), 208 V ou 600 V.  (b.) Il doit être homologué par la CSA (ou un organisme équivalent, comme le définit Technical Safety BC).			

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
B2.	<p>(a.) Le système d'essai doit fournir au moins seize (16) canaux d'essai qui exécutent des essais et des modes d'essai indépendants simultanément.</p> <p>(b.) Au moins huit (8) des canaux d'essai doivent aussi procéder à une spectroscopie d'impédance électrique (SIE) sur place.</p> <p>(c.) La plage de tension de chaque canal doit fonctionner en fournissant entre 0 V et 5 V.</p> <p>(d.) La gamme d'intensité de courant de chaque canal doit se situer entre 0 A et 15 A (ou plus).</p> <p>(e.) Le système doit offrir jusqu'à 60 A pour un seul essai (à travers plusieurs canaux en mode de courant parallèle).</p> <p>(f.) La gamme d'intensité de courant doit être précise à 1 % (ou mieux) de la gamme maximale à chaque définition de courant faible, moyen ou élevé.</p> <p>(g.) Ces définitions sont les suivantes :</p> <p>(1) le courant faible doit se situer dans une plage de 20 %, de l'ordre de 0 à 500 µA;</p> <p>(2) le courant moyen doit se situer dans une plage de 20 % de l'ordre de 0,5 A à 5 A; et</p> <p>(3) le courant élevé doit se situer dans une plage de 20 % de l'ordre de 5 A à 15 A (ou plus).</p>			

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
B3.	<p>Le logiciel de contrôle et le système d'essai doivent être équipés de mécanismes de contrôle électrique pour cibler et stopper un essai en toute sécurité (verrouillage de sécurité) lorsque des conditions dangereuses sont détectées.</p>			
B4.	<p>(a.) Les canaux capables d'effectuer une SIE doivent fournir des balayages aux gammes de fréquences c.a. à partir d'une gamme faible (0,1 MHz à 1 MHz ou moins) jusqu'à une gamme élevée (100 kHz à 500 kHz ou plus).</p> <p>(b.) La gamme d'amplitude c.a. doit se situer entre une limite inférieure de 10 mA à 1 mA ou moins et une limite supérieure de 2 A à 5 A.</p> <p>(c.) Les valeurs de résistance dérivées doivent être précises et reproductibles par rapport à une norme connue avec une précision de <math>\pm 1 \text{ m}\Omega</math> ou mieux et une reproductibilité de 2 % ou mieux.</p>			
B5.	<p>(a.) Le logiciel doit être inclus dans l'ensemble du système et fournir l'interface de contrôle avec le matériel et le micrologiciel.</p> <p>(b.) Un logiciel d'analyse qui permet la surveillance en temps réel et la restitution graphique des essais en cours doit aussi être fourni.</p>			

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
	<p>(c.) Le logiciel doit fonctionner sur des processeurs multicœurs basés sur le système d'exploitation Windows 10. Le fournisseur n'a pas à fournir les processeurs.</p> <p>(d.) Le logiciel doit être livré avec des copies de sauvegarde physiques (DVD-ROM ou autre) et il doit pouvoir être installé sur n'importe quel ordinateur par l'utilisateur final pour permettre les mises à niveau ultérieures des ordinateurs.</p> <p>(e.) Si le logiciel est fourni préinstallé sur un processeur, les copies de sauvegarde mentionnées précédemment doivent tout de même être incluses.</p>			
B6.	<p>(a.) Le logiciel de contrôle doit offrir une liberté totale à l'utilisateur final pour la programmation des essais.</p> <p>(b.) Les paramètres des modes de contrôle doivent comprendre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- contrôle de la tension;</li><li>- contrôle du courant;</li><li>- contrôle de la durée;</li><li>- boucles et boucles emboîtées;</li><li>- formules personnalisées.</li></ul>			

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
B7.	<p>(a.) Le logiciel de contrôle doit permettre de voir d'un simple coup d'œil l'état en temps réel des essais sur chaque canal.</p> <p><b>(b.)</b> Les données doivent comprendre les valeurs actuelles de tension, de courant et de durée, et préciser l'état (chargement, déchargement et inactivité ou ralenti).</p>			
B8.	Le système d'essai doit être refroidi à l'air et posséder une ventilation suffisante pour évacuer la chaleur produite pendant le fonctionnement, à la température ambiante maximale spécifiée, sans avoir besoin de système de refroidissement externe. Le refroidissement par liquide n'est pas autorisé.			
B9.	Le système d'essai doit pouvoir fonctionner à une température ambiante intérieure située entre 10 °C et 40 °C.			
B10.	<p>(a.) Tout le matériel et l'équipement, tous les travaux et toutes les méthodes de travail doivent être conformes aux normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) en vigueur au moment de la fabrication. Sinon, le système peut être homologué par tout autre organisme recommandé par <u>Technical Safety BC</u>.</p> <p>(b.) Une preuve de l'homologation doit être fournie au moment de la soumission. La conformité à un seul code n'est pas suffisante. L'homologation et tous les coûts connexes sont à la charge du fournisseur.</p>			
B11.	La communication à distance entre le processeur et le micrologiciel doit être possible à au moins 40 m et doit se faire par l'intermédiaire d'une interface de communication terrestre (CAT5 ou similaire); le wifi ne suffit pas.			



N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
B12.	<p>(a.) Les données dérivées par le système d'essai doivent être stockées uniquement sur l'ordinateur en texte clair et doivent pouvoir être analysées en format CSV délimité ou dans un format similaire. Il doit aussi être possible de les convertir en fichier Microsoft Excel.</p> <p>(b.) La représentation graphique des données en temps réel pour les essais en cours doit être fournie.</p> <p>(c.) Le système d'exploitation doit pouvoir accéder aux fichiers extraits comme des fichiers distincts.</p> <p>(d.) Les données doivent être stockées sur le lecteur de disque dur du processeur (espace de stockage de données isolé et distinct); les données ne doivent pas être stockée sur le nuage ou dans un système de stockage similaire.</p> <p>(e.) Les fichiers du programme d'essai (méthode, script, etc.) doivent être accessibles en tant que fichiers distincts et doivent pouvoir être gérés par le système de fichiers du système d'exploitation.</p> <p>(f.) La précision des données doit être de 10 mS ou mieux et ajustable par l'utilisateur final.</p>			

Sollicitation No. - N° de l'invitation  
31019-218448/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
31019-218448

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
VAN524  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères obligatoires	Conformité (Oui/Non)	Justification	Référence
	(g.) Toutes les données et tous les fichiers des méthodes d'essai doivent pouvoir être gérés par le gestionnaire de fichiers du système d'exploitation.			
B13.	La proposition doit comprendre l'acquisition de données par les thermocouples, qui peuvent aussi être utilisés pour définir les limites de protection pour l'arrêt des essais. Les thermocouples doivent être de type K ou de type T.			